

**MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**Le pouvoir adjudicateur : Ecole Nationale de l'Aviation Civile**

**ENAC  
Ecole Nationale de l'Aviation Civile  
7, Avenue Edouard BELIN  
BP 54005  
31055 TOULOUSE Cedex 4**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières numéro : 202600FCS007**

**établi en application du Code de la commande publique et du CCAG Fournitures courantes  
et services, relatif à :**

**Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques.**

---

**Nettoyage des locaux et des vitres des centres de l'ENAC**

---

**Appel d'offres ouvert en application des articles R. 2124-2 1°, R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de  
la commande publique.**

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

Article 1	Présentation de l'ENAC .....	4
Article 2	Objet du contrat .....	4
Article 3	Décomposition du contrat .....	4
3-1-	Allotissement .....	4
3-2-	Forme du contrat .....	4
Article 4	Généralités .....	6
4-1-	Pièces contractuelles .....	6
4-2-	Protection de la main d'œuvre .....	6
4-3-	Plan de progrès : lot 8 – Toulouse.....	7
4.3.1.	Préambule.....	7
4.3.2.	Modalités de mise en œuvre du plan de progrès .....	7
4.3.3.	Coordonnées du facilitateur.....	8
4.3.4.	Suivi de l'action d'insertion et bilan .....	8
4.3.5.	Engagement du candidat.....	8
4-4-	Protection de l'environnement.....	8
4-5-	Réparation des dommages.....	8
4-6-	Assurances .....	9
4-7-	Autres obligations .....	9
4.7.1.	Obligations relatives à la sous-traitance .....	9
4.7.2.	Confidentialité et sécurité.....	10
4.7.3.	Obligations diverses .....	11
4-8-	Représentation des parties.....	11
Article 5	Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations.....	12
5-1-	Durée du contrat - Délai d'exécution.....	12
5-2-	Exécution complémentaire.....	12
5.2.1.	Clauses de réexamen .....	12
5.2.2.	Réalisation de prestations similaires .....	13
Article 6	Conditions d'exécution des prestations .....	13
6-1-	Lieu d'exécution .....	13
6-2-	Conditions d'exécution des prestations.....	13
Article 7	Constatation de l'exécution des prestations .....	13
7-1-	Opérations de vérifications .....	13
7-2-	Décisions.....	14
7-3-	Ajournement, rejet et réfaction .....	14
7.3.1.	Mauvaise exécution ou exécution incomplète des prestations forfaitaires périodiques .....	14
7.3.2.	Mauvaise exécution ou exécution incomplète des prestations exceptionnelles .....	14
7.3.3.	Application des réfactions .....	15
Article 8	Prestations non conformes.....	15
8-1-	Pénalités .....	15
8.1.1.	En cas d'inexécution des prestations récurrentes forfaitaires.....	16
8.1.2.	Rupture des consommables .....	16
8.1.3.	Retard dans la réalisation d'une prestation forfaitaire périodique.....	16
8.1.4.	Défaut de qualité lié aux produits, méthodes ou matériels utilisés.....	17
8.1.5.	Retard de transmission des documents exigés.....	17

8.1.6.	Retard dans la restitution des badges et des clés .....	17
8.1.7.	Absence aux réunions.....	17
8.1.8.	Pénalités « GMAO » .....	17
8.1.9.	Stockage non-conforme des produits et des matériels.....	17
8.1.10.	Manquements aux engagements sociaux.....	18
8.1.11.	Pénalités opérationnelles .....	18
8.1.12.	Autres pénalités .....	18
8-2-	Pénalités relatives à la clause sociale – lot 8 – Toulouse .....	18
Article 9	Prix et règlement.....	19
9-1-	Contenu des prix .....	19
9-2-	Variation des prix.....	19
9.2.1.	Principes .....	19
9.2.2.	Formule de révision.....	20
9-3-	Modalités de règlement.....	20
9.3.1.	Régime des paiements .....	20
9.3.2.	TVA.....	20
9.3.3.	Présentation des demandes de paiement.....	20
9.3.4.	Périodicité des paiements .....	21
9.3.5.	Répartition des paiements.....	21
9.3.6.	Délais de paiement .....	21
9.3.7.	Intérêts moratoires.....	21
9-4-	Avance .....	21
9.4.1.	Avance sur la partie forfaitaire de l'accord-cadre .....	21
9.4.2.	Avance portant sur les bons de commande .....	22
9.4.3.	Remboursement de l'avance.....	22
Article 10	Traitement des données à caractère personnel.....	22
10-1-	Description du traitement de données à caractère personnel .....	22
10-2-	Obligations du titulaire.....	22
10.2.1.	Sous-traitance ultérieure .....	23
10.2.2.	Droit d'information des personnes concernées .....	23
10.2.3.	Exercice des droits des personnes .....	23
10.2.4.	Notification des violations de données à caractère personnel .....	23
10.2.5.	Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations .....	24
10.2.6.	Mesures de sécurité des données à caractère personnel .....	24
10.2.7.	Sort des données .....	25
10.2.8.	Délégué à la protection des données .....	25
10.2.9.	Registre des catégories d'activités de traitement .....	25
10.2.10.	Documentation .....	25
10.2.11.	Protection des données dans le cadre de la clause sociale.....	25
10-3-	Obligations de l'acheteur .....	26
Article 11	Résiliation .....	26
Article 12	Litiges et différends .....	26
Article 13	Dérogations aux documents généraux .....	26

## **Article 1 Présentation de l'ENAC**

L'ENAC est l'école de la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC).

L'ENAC rassemble :

- des programmes de formation différents en France et à l'étranger : ingénieur, pilote de ligne, contrôleur aérien, technicien de l'aviation civile, flight dispatcher, formations post-master etc...
- des stages de formation continue ou de perfectionnement,
- des projets de recherche
- des activités internationales qui conduisent l'ENAC à accueillir des d'élèves et des stagiaires étrangers

L'ENAC est composée d'un siège administratif à Toulouse et de 8 campus dont un campus spécialisé dans la maintenance de la flotte ENAC. L'Ecole est géographiquement implantée sur 9 sites :

- zone sud, sud-ouest : Montpellier, Carcassonne, Castelnaudary, Toulouse, Muret et Biscarrosse,
- zone est : Saint Yan et Grenoble ;
- zone Ile de France : Melun.

## **Article 2 Objet du contrat**

L'objet du contrat concerne l'exécution de prestations de nettoyage et d'entretien des locaux, des vitres et des stores de l'École Nationale de l'Aviation Civile, sur l'ensemble de ses neuf sites.

## **Article 3 Décomposition du contrat**

### **3-1-Allotissement**

L'accord-cadre est décomposé en 9 lots définis comme suit :

- Lot 1 – Nettoyage des locaux et des vitres du centre de Biscarrosse (bâtiment Pédagogie seulement)
- Lot 2 – Nettoyage des locaux et des vitres du centre de Carcassonne (Pédagogie et Hébergement)
- Lot 3 – Nettoyage des locaux et des vitres du centre de Castelnaudary
- Lot 4 – Nettoyage des locaux et des vitres du centre de Grenoble (bâtiment Pédagogie seulement)
- Lot 5 – Nettoyage des locaux et des vitres du centre de Melun
- Lot 6 – Nettoyage des locaux et des vitres du centre de Montpellier
- Lot 7 – Nettoyage des locaux et des vitres du centre de Muret
- Lot 8 – Nettoyage des locaux et des vitres du site de Toulouse
- Lot 9 – Nettoyage des locaux et des vitres du centre de Saint-Yan (Pédagogie et Hébergement)

La description technique des prestations figure aux cahiers des clauses techniques particulières (CCTP), relatifs à chaque lot.

### **3-2-Forme du contrat**

Les prestations donnent lieu à un accord-cadre composite comprenant :

- Une part forfaitaire pour les prestations régulières
- Une part à bon de commande pour les prestations ponctuelles sans montant minimum et un montant maximum de 3 370 000,00 € HT sur la durée totale potentielle du marché, en application de l'art. R. 2162-4 1° du code de la commande publique.

La répartition indicative du montant maximum par lot est la suivante :

LOTS	MONTANT MAXIMUM (€ HT)
Lot 1 - Biscarosse	150 000,00
Lot 2 – Carcassonne	200 000,00
Lot 3 – Castelnaudary	180 000,00
Lot 4 – Grenoble	250 000,00
Lot 5 – Melun	100 000,00
Lot 6 – Montpellier	200 000,00
Lot 7 – Muret	220 000,00
Lot 8 – Toulouse	2 000 000,00
Lot 9 – Saint-Yan	250 000,00

Le présent accord-cadre comporte des prestations mixtes :

- Une partie forfaitaire
- Une partie à prix unitaires, exécutée au moyen de bons de commande émis au fur et à mesure de la survenance des besoins.

Les bons de commande comporteront les mentions suivantes :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du marché,
- numéro et date du bon de commande,
- adresse de livraison,
- adresse de facturation,
- désignation des prestations,
- délais maximum de livraison,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

#### **Durée d'exécution des bons de commande**

Les bons de commande passés pendant la durée du marché devront être poursuivis jusqu'à leur complète exécution, dans les conditions fixées au présent marché. L'émission de bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Leur exécution ne pourra intervenir au-delà d'une durée supérieure à 6 mois, au-delà de la fin de validité du marché.

## **Article 4 Généralités**

### **4-1-Pièces contractuelles**

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) de chaque lot et ses éventuelles annexes ;
- L'annexe financière de chaque lot : bordereau de prix unitaires (BPU) et décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de chaque lot dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;
- L'offre technique du titulaire,
- Les bons de commande liés au présent marché.

### **4-2-Protection de la main d'œuvre**

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article L. 8222-6 du code du travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

## 4-3-Plan de progrès : lot 8 – Toulouse

### 4.3.1.Préambule

Selon l'article L. 3-1 du code de la commande publique, « la commande publique participe à l'atteinte des **objectifs de développement durable**, dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale, dans les conditions définies par le présent code ».

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, il a été décidé de faire application des dispositions de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public **une clause obligatoire de progrès, uniquement concernant le lot 8 – Toulouse**.

Le maître d'ouvrage s'est engagé dans une politique volontariste d'insertion au sens de l'article L. 2111-1 du code de la commande publique. Pour ce faire, il est fait appel aux entreprises par le biais des marchés publics.

**Attention, les candidats ne sont pas autorisés à formuler, dans leur offre, des réserves sur la clause obligatoire de progrès.**

### 4.3.2.Modalités de mise en œuvre du plan de progrès

Afin de faciliter la mise en œuvre de ce plan de progrès, le maître d'œuvre confie à Nova Emploi le suivi de cette clause. Dans ce cadre, un dispositif d'accompagnement des entreprises est mis en place tout au long de l'opération.

Dans la perspective d'une démarche d'amélioration continue des prestations du marché, les parties conviennent d'élaborer conjointement le plan de progrès dans un délai de 3 mois après la notification du marché lors d'une réunion « démarche progrès ». A cette occasion, les parties définissent conjointement les axes de progrès et les conditions de mise en œuvre, pouvant détailler ensemble les éléments suivants :

- Les objectifs
- Les indicateurs de mesure
- Les actions à la charge du titulaire
- Les actions à la charge de l'acheteur
- Les moyens et ressources mobilisées par chacune des parties
- Le calendrier prévisionnel de chacune des actions
- Les rôles et responsabilités des acteurs
- Les modalités de pilotage
- Les modalités d'évaluation.

Le plan de progrès, validé par les parties, sera formalisé dans le cadre d'un échange de courrier dès lors qu'il ne modifie pas les stipulations du contrat.

Il est signé dès la première réunion « démarche progrès » et validé à chaque anniversaire par la signature d'un accord de plan par les trois parties : l'attributaire, l'acheteur et Nova Emploi.

Les axes sociaux pouvant faire l'objet de ce plan pourront porter sur :

- Recruter des personnes relevant de l'insertion sur un certain volume horaire annuel ;
- Accroître la dimension qualitative des dispositions sociales (ex : formation des publics ciblés, acquisition de nouvelles compétences, diversification des profils, etc.) ;
- Améliorer les conditions de travail des personnes en poste dans un souci d'engagement sociétal de mieux être au travail ;
- Renforcer la lutte contre la non-discrimination ;
- Sensibiliser les personnes éloignées de l'emploi aux métiers en tension ;
- Renforcer les actions de lutte pour l'égalité femme / homme ;
- Etc.

#### **4.3.3.Coordonnées du facilitateur**

Afin de faciliter la mise en œuvre du plan de progrès, le titulaire bénéficie de l'accompagnement d'un facilitateur, désigné ci-après :

**Cellule clause sociale d'insertion de Nova Emploi :**  
**Camille HERVE 06.29.36.29.88** [c.herve@nova-emploi.fr](mailto:c.herve@nova-emploi.fr) / [csoccitanie@nova-emploi.fr](mailto:csoccitanie@nova-emploi.fr)

Le facilitateur a pour rôle de :

- Informer les entreprises soumissionnaires pendant la préparation de leur offre sur la base des documents remis lors de l'appel d'offres,
- Accompagner les entreprises titulaires pour la mise en œuvre de cette condition d'exécution en fonction des spécificités des prestations.

#### **4.3.4.Suivi de l'action d'insertion et bilan**

Le titulaire devra fournir à Nova Emploi, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action. À la date anniversaire du présent marché, le titulaire présentera à l'acheteur et à Nova Emploi un bilan détaillant les moyens mis en œuvre, les actions réalisées et les ressources mobilisées.

**En cas de difficulté d'exécution** (plan de sauvegarde de l'emploi, redressement ou liquidation judiciaire), le titulaire du marché doit informer le chargé de mission clauses d'insertion par courrier recommandé avec AR et produire les justificatifs correspondants dès lors qu'il ne pourra plus assurer son engagement. Dans ce cas seront étudiés avec le titulaire, avec l'accord du maître d'ouvrage, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs ou pour suspendre les obligations. Dans ce cas, le référent désigné par le maître d'ouvrage étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

#### **4.3.5.Engagement du candidat**

Le candidat en signant son acte d'engagement :

- DECLARE avoir pris connaissance des présentes clauses du cahier des clauses administratives particulières relative au plan de progrès ;
- S'ENGAGE dans le mois suivant l'attribution du marché à contacter les facilitateurs de Nova Emploi en charge du suivi de cette action pour organiser la première réunion « démarche progrès » nécessaire à l'élaboration du plan progrès, à le signer et d'organiser la réunion pour faire un point sur ce sujet tous les ans ;
- S'ENGAGE à fournir, à la demande dudit facilitateur en charge de cette opération et dans le délai qui lui sera imparti, toutes informations utiles à l'appréciation de la réalisation de l'action comme indiqué ci-avant.

### **4-4-Protection de l'environnement**

En application de l'article R. 2111-10 du code de la commande publique et de l'article 7 du CCAG-FCS, les conditions d'exécution de l'accord-cadre comportent des éléments à caractère environnemental.

Ces obligations sont mentionnées dans les différents CCTP.

### **4-5-Réparation des dommages**

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du titulaire.



Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute du pouvoir adjudicateur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par le pouvoir adjudicateur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

#### **4-6-Assurances**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG-FCS.

**Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci,** qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

#### **4-7-Autres obligations**

##### **4.7.1.Obligations relatives à la sous-traitance**

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies par le code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration sur l'honneur du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner prévue par le code de la commande publique ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8251-1, L. 8231-1 et L. 8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire de l'accord-cadre conformément à l'article 41.1 du CCAG-FCS.

#### **4.7.2. Confidentialité et sécurité**

##### a) Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties.

##### b) Protection des données à caractère personnel

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers de l'accord-cadre.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- les traiter conformément à l'usage prévu au contrat
- les traiter selon les instructions du donneur d'ordre
- garantir leur confidentialité
- limiter l'accès aux seules personnes autorisées
- signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL

Pour assurer cette protection, il incombe à l'acheteur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du contrat.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de protection qui s'imposent à lui pour l'exécution du contrat et doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

##### c) Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par le pouvoir adjudicateur dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

#### **4.7.3.Obligations diverses**

- Obligation de résultat :

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat pour ce qui concerne les délais d'exécution figurant au marché.

- Obligation de moyen :

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin d'assurer des prestations conformes aux règles de la profession et aux prescriptions des cahiers des clauses particulières et de son offre.

Les divers problèmes consécutifs au non-respect par le titulaire des engagements que la bonne exécution du marché lui impose, seront dans la mesure du possible traités à l'amiable. A défaut d'arrangement, la personne publique peut résilier le marché aux torts du titulaire.

- Obligation de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil. Il engage sa pleine et entière responsabilité pour ce qui concerne les choix techniques mis en œuvre qu'il a validés, y compris lorsque ceux-ci ont été proposés par l'ENAC.

Dans l'hypothèse où il n'aurait pas respecté cette obligation, le titulaire concerné ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché ou dans une commande pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire ne pourra être tenu pour responsable des conséquences d'une décision de l'ENAC différente de celle qu'il aurait préconisée.

- Obligation d'information :

Le titulaire a la responsabilité de son personnel pour l'exécution des prestations demandées dans le présent cahier des clauses administratives particulières.

Le titulaire est tenu de signaler à la personne publique tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation et/ou du marché.

#### **4-8-Représentation des parties**

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

## **Article 5 Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations**

### **5-1-Durée du contrat - Délai d'exécution**

La durée de validité de l'accord-cadre est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis. Elle est fixée à 1 an à compter de la notification de l'accord-cadre. Cette durée d'un an est reconductible 3 fois tacitement, pour une durée maximale de 4 ans.

En cas de non-reconduction de l'accord-cadre, le délai de préavis est de deux mois.

Le délai d'exécution des prestations exécutées à prix unitaires sera fixé dans chaque bon de commande. Les bons de commande pourront s'exécuter au plus tard jusqu'à six mois après la fin du marché.

Le début prévisionnel d'exécution est établi à la date du 1<sup>er</sup> mai 2026, sous réserve de notification antérieure.

### **5-2-Exécution complémentaire**

#### **5.2.1.Clauses de réexamen**

L'accord-cadre prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique.

En cas d'erreur matérielle manifeste dans la rédaction des pièces du marché (contradiction, ambiguïté, erreur de frappe, répétition, oubli de mots ou de chiffres, etc.). Cette correction sera formalisée par la mise à jour du ou desdits documents envoyé(s) au titulaire pour notification.

#### **- Evolution du BPU :**

Des références au BPU pourront être ajoutées par avenant pour :

1°) des besoins devenus récurrents (qui ont été exécutés 2 fois au cours des 12 derniers mois) et pour les besoins ayant mis en application le coefficient multiplicateur.

2°) des prix forfaitaires, des taux horaires/journaliers par compétence, profil, etc., devenus nécessaires à la bonne réalisation des prestations.

#### **- Modification du périmètre :**

En cours de marché, dans le cas de nouvelles prestations (prestation modificative, complémentaire, supplémentaire ou résultant de circonstances imprévues voire imprévisibles) devenues nécessaires pour le bon achèvement des missions objets de la commande en cours d'exécution et ne remettant pas en cause la nature globale de la mission initiale, les modifications feront l'objet d'un avenant selon les modalités décrites dans les CCTP.

#### **- Modification de la réglementation :**

En cas d'évolution de la législation en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché (notamment de la législation fiscale, de la législation du travail, des règles de sécurité ou de la législation relative à la protection de l'environnement, des données personnelles, CCAG-FCS, etc.).

- Modification du mode de traitement des déchets du lot 8 – Toulouse :

Conformément aux dispositions de l'art. 1.4.4 du CCTP relatif à l'exécution des prestations du lot 8 sur le site de Toulouse, l'ENAC prévoit une évolution du mode de traitement des déchets en cours de marché. Le passage de la phase 1 à la phase 2 aura lieu par voie d'avenant, du tarif indiqué sur la DPGF concernant la phase 1 à celui indiqué au BPU en ce qui concerne la phase 2. Ce nouveau tarif viendra se substituer à celui de la phase 1, et sera appliqué de manière forfaitaire.

### 5.2.2. Réalisation de prestations similaires

En application de l'art. R. 2122-7 du code de la commande publique, l'accord-cadre prévoit la possibilité de passer des marchés de réalisation de prestations similaires sans publicité ni mise en concurrence préalables.

## Article 6 Conditions d'exécution des prestations

### 6-1-Lieu d'exécution

Les prestations doivent être exécutées sur les lieux d'exécution propres à chaque lot :

LOT	SITE DE L'ENAC	ADRESSE
1	Biscarosse	150, rue Jean Chasac 40600 BISCAROSSE
2	Carcassonne	Aéroport de Carcassonne Salvaza 11890 CARCASSONNE
3	Castelnaudary	Aérodrome, route du Mas Saintes-Puelles 11491 CASTELNAUDARY
4	Grenoble	Rue Roland GARROS lieudit Parc d'activités Grenoble Air Parc 38590 SAINT-ETIENNE-DE-SAINT-GEOIRS
5	Melun	Aérodrome Melun Villaroche 77550 MOISSY-CRAMAYEL
6	Montpellier	Aéroport de Montpellier-Méditerranée 210, avenue Jacqueline AURIOL 34134 MAUGUIO CEDEX
7	Muret	Rue de l'aviation 31604 MURET
8	Toulouse	7, avenue Edouard BELIN 31055 TOULOUSE
9	Saint-Yan	635, rue Louis NOTTEGHEM 71600 SAINT-YAN

### 6-2-Conditions d'exécution des prestations

Les prestations doivent être exécutées dans les conditions décrites dans chacun des CCTP.

## Article 7 Constatation de l'exécution des prestations

### 7-1-Opérations de vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées après l'exécution des prestations, dans les conditions prévues aux articles 27 et 29 du CCAG-FCS ainsi qu'à celles prévues aux CCTP.

Différents types de contrôle qualité sont amenés à être effectués afin de constater la bonne exécution des prestations objets de l'accord-cadre. Ces contrôles donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal communiqué par le titulaire au représentant de l'ENAC, ils doivent refléter le plus objectivement possible le niveau de conformité examiné. Pour ce faire, la grille de contrôle qualité proposée par le titulaire doit :

- Être adaptée en fonction de la typologie du bâtiment (salles de cours, bureaux, etc.),
- Emaner d'un outil paramétrable et personnalisable par le pouvoir adjudicateur et être adaptée aux spécificités du site ;
- Faire l'application d'une notation fine permettant de rendre compte de manière précise de l'état de propreté du site ;
- Attribuer un taux d'acceptabilité global qui servira de base de calcul pour l'application d'éventuelles prestations correctives, pénalités et/ou réfections.

**Les contrôles qualité contradictoires se font de façon conjointe et collaborative entre le titulaire et le représentant de l'ENAC. Le résultat du contrôle doit apparaître clair et lisible avant la signature du document.**

## **7-2-Décisions**

Les opérations de vérification peuvent donner suite à une admission des prestations : dans ce cas, la notification du service fait vaut décision d'admission.

Dans les conditions prévues au CCAG-FCS ainsi qu'à l'art. 6-2 du présent CCAP, des décisions de réfaction, d'ajournement ou de rejet pourront être prises en cas de constatation par le représentant du pouvoir adjudicateur de prestations non-exécutées selon les préconisations contractuellement attendues.

## **7-3- Ajournement, rejet et réfaction**

### **7.3.1.Mauvaise exécution ou exécution incomplète des prestations forfaitaires périodiques**

En cas d'exécution partielle des prestations forfaitaires périodiques ou d'imperfections, le représentant de l'ENAC peut décider de rejeter ou d'ajourner l'admission des prestations. Il motive alors sa décision au titulaire et l'invite à lui présenter à nouveau les prestations dans un délai qui n'excède pas quinze jours.

Aucun paiement n'est dû tant que le représentant de l'ENAC n'a pas prononcé l'admission des prestations. Lorsque le représentant de l'ENAC estime que les prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du contrat mais présentent des possibilités d'admission, il peut prononcer une admission avec réfaction proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. En cas d'admission avec réfaction, le montant de cette dernière est établi en termes de pourcentage du montant forfaitaire mensuel dans la limite de 30 % de celui-ci.

### **7.3.2.Mauvaise exécution ou exécution incomplète des prestations exceptionnelles**

Lorsque le représentant de l'ENAC estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce l'ajournement, le rejet partiel ou le rejet total.

Le représentant de l'ENAC peut décider d'ajourner l'admission des prestations lorsqu'il estime qu'elles ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point. Il motive alors sa décision par mail au titulaire et l'invite à lui présenter à nouveau les prestations mises au point dans un délai qui n'excède pas dix jours. Aucun paiement n'est dû tant que le représentant de l'ENAC n'a pas prononcé l'admission des prestations commandées.

Lorsque le représentant de l'ENAC estime que les prestations, sans être entièrement conformes, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée et ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations. En cas d'admission avec réfaction, le montant de cette dernière est établi en termes de pourcentage du montant forfaitaire mensuel dans la limite de 30 % de celui-ci.

Lorsque le représentant de l'ENAC estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet. Cette décision doit être motivée et ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations. Le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau les prestations dans un délai de quinze jours. En cas de rejet, aucun paiement n'est dû tant que le représentant de l'ENAC n'a pas prononcé l'admission des prestations.

### **7.3.3. Application des réfections**

Les réfections s'appliquent à des défauts d'exécution. Lorsque le représentant de l'ENAC estime que les prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du contrat mais présentent des possibilités d'admission, celui-ci peut prononcer une admission avec réfaction proportionnelle à l'importance des imperfections constatées et dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS. La décision du pouvoir adjudicateur est motivée et notifiée au titulaire, qui a la possibilité de présenter ses observations, dans un délai qui n'excède pas 10 jours.

En cas d'admission avec réfaction, le montant de cette dernière est établi en termes de pourcentage du montant forfaitaire mensuel dans la limite de 30 % de celui-ci.

Lorsque le résultat d'un contrôle qualité est inférieur au seuil d'acceptabilité de 80% (ou 85% pour les sanitaires), et si la mise en œuvre du plan d'action correctif n'a pas donné entière satisfaction, la réfaction du montant mensuel au titre du bâtiment contrôlé est calculée selon le barème suivant :

Résultat du contrôle qualité	Réfaction initiale puis suivantes
De 79 % à 75 % De 84% à 80% (sanitaires)	- 7 % du montant mensuel dû au titre du bâtiment contrôlé
De 74 % à 50 % De 79 % à 50 % (sanitaires)	- 15% du montant mensuel dû au titre du bâtiment contrôlé
< 50 %	- 25 % du montant mensuel dû au titre du bâtiment contrôlé

## **Article 8 Prestations non conformes**

### **8-1-Pénalités**

Les pénalités s'appliquent à des retards dans l'exécution ou à un manquement contractuel. Elles sont cumulables entre elles ainsi qu'avec les réfections. Les pénalités sont dues dès le premier euro et leur montant n'est pas plafonné, par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS.



### 8.1.1.En cas d'inexécution des prestations récurrentes forfaitaires

L'inexécution des prestations récurrentes forfaitaires correspond à l'absence d'intervention contractuelle du prestataire sur le site. En cas d'inexécution des prestations forfaitaires sur un bâtiment, signalée sur le cahier de liaison ou par tout autre moyen permettant le signalement au prestataire, il est fait application d'une pénalité portant sur le montant journalier non exécuté, selon la formule suivante :

$$R = [P/(N \times 52/12)] \times J$$

dans laquelle,

R : montant de la pénalité

P : prix forfaitaire mensuel HT du bâtiment concerné

N : nombre de passages hebdomadaires

J : nombre de jours pendant lesquels le prestataire n'est pas intervenu

Le montant de la pénalité est forfaitaire, appliqué sur défaut constaté et non corrigé depuis son signalement.

En cas d'inexécution des prestations forfaitaires courantes signalées à plus de cinq reprises consécutives, l'ENAC se réserve le droit de faire exécuter la prestation par un tiers, aux frais et risques du titulaire après mise en demeure assortie d'un délai d'exécution et non suivie d'effet, par dérogation à l'art. 45.1 du CCAG-FCS.

### 8.1.2.Rupture des consommables

En cas de rupture dans l'approvisionnement d'un des consommables sanitaires, le titulaire encourt une pénalité de 50 € par jour ouvré de retard à partir de la date de réclamation.

### 8.1.3.Retard dans la réalisation d'une prestation forfaitaire périodique

Les prestations forfaitaires périodiques sont réalisées selon le calendrier approuvé par le représentant de l'ENAC et figurant dans le dossier d'exploitation. Le calendrier est établi dans les conditions fixées aux CCTP. Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, et à défaut pour le titulaire d'avoir exécuté à la date programmée les prestations de nettoyage aux périodicités comprises dans le forfait, il lui est appliqué une pénalité selon la superficie au sol du bâtiment concerné :

Surface au sol (en m <sup>2</sup> )	Pénalité forfaitaire par jour ouvré de retard
De 0 à 500 m <sup>2</sup>	30 €
De 501 à 1 000 m <sup>2</sup>	90 €
Plus de 1 000 m <sup>2</sup>	150 €

La date de départ est la date programmée d'exécution de la prestation conformément aux dispositions du CCTP du lot concerné. La date de fin du calcul de la pénalité est la date de l'admission de la prestation. Lorsque le retard concerne des prestations forfaitaires sur des surfaces de vitrerie, les pénalités sont calculées en référence à la superficie de celles-ci.



#### **8.1.4.Défaut de qualité lié aux produits, méthodes ou matériels utilisés**

Toute utilisation de produits ne respectant pas les stipulations du marché relatives au développement durable donne lieu à une réfaction forfaitaire de 50 € par manquement constaté.

Les dommages provoqués par l'utilisation de produits, méthodes ou matériels défectueux donnent lieu à l'application d'une pénalité d'un montant équivalent au coût de la remise en état des installations ou des équipement endommagés.

#### **8.1.5.Retard de transmission des documents exigés**

Une pénalité de 30 € est encourue par jour ouvré de retard dans la transmission des documents réclamés par l'ENAC au titre du marché, notamment :

- Le planning prévisionnel annuel ;
- La liste du personnel sur le site ;
- L'attestation d'assurance annuelle ;
- Les devis demandés pour les prestations exceptionnelles ;
- La liste des personnels affectés au marché à la fin de la durée d'exécution de l'accord-cadre.
- Rapports semestriels et annuels décrits aux CCTP

#### **8.1.6.Retard dans la restitution des badges et des clés**

Une pénalité de 50 € par jour ouvré de retard dans la restitution de chaque badge d'accès ou clés est appliquée à partir de la date du dernier jour d'activité de l'agent de propreté sur le site.

#### **8.1.7.Absence aux réunions**

Le titulaire est tenu d'assister aux réunions organisées avec le pouvoir adjudicateur établies dans les CCTP et notamment : la réunion de démarrage, les réunions « GMAO », réunions de suivi, réunions mensuelles, réunions d'incidents d'exécution et réunion de fin de contrat.

Toute absence du représentant du titulaire à ces réunions se verra sanctionnée comme suit :

- 1<sup>ère</sup> absence : 100 €
- 2<sup>e</sup> absence : 150 €
- 3<sup>e</sup> absence : 200 €

Au-delà de la troisième occurrence, une pénalité de 300 € sera appliquée à chaque absence à une réunion.

#### **8.1.8.Pénalités « GMAO »**

Pour chaque prestation non réalisée dont le ticket d'intervention TWIMM a été clôturé, une pénalité de 50 € est appliquée par ticket concerné.

#### **8.1.9.Stockage non-conforme des produits et des matériels**

En cas de constat, par le représentant de l'ENAC, d'un stockage des matériels ou produits non conforme aux règles de sécurité, d'hygiène ou de prévention des risques définies au CCTP, il sera appliqué au titulaire une pénalité forfaitaire de 100 € par constat.

De la même façon, tout rejet d'eaux usées issues des lavages dans les espaces verts donnera lieu à l'application d'une pénalité forfaitaire de 100 € par constat. Le constat donnera lieu à un rapport ou une fiche de contrôle signée par le représentant de l'ENAC et transmise au titulaire.

Cette pénalité est due sans préjudice des autres sanctions contractuelles prévues au marché, notamment la mise en demeure ou la résiliation en cas de manquements répétés.

#### 8.1.10. Manquements aux engagements sociaux

En cas de non-respect des engagements sociaux indiqués aux CCTP, le pouvoir adjudicateur pourra appliquer :

- Une pénalité de 150 € par agent et par jour concerné pour un manquement constaté ;
- Une mise en demeure de régularisation sous 15 jours ;
- En cas de manquements graves ou répétés, une résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire conformément aux dispositions du CCAG-FCS.

#### 8.1.11. Pénalités opérationnelles

Nature du manquement constaté	Pénalité forfaitaire par occurrence
Prestation non exécutée due au non-remplacement d'un agent	150 € / jour de retard
Résultat contrôle qualité des sanitaires < 85 %	100 € / fiche de contrôle non-conforme + plan d'action
Résultat global de la prestation < 80% (toutes zones)	150 € / contrôle + alerte sur qualité globale et plan d'action
Absence de mise à disposition des consommables	50 € / zone de distribution concernée
Retard d'intervention sur une demande ponctuelle	100 € / jour de retard
Non-transmission du rapport mensuel ou fiche de suivi	30 € / document non fourni

#### 8.1.12. Autres pénalités

En cas de constatation par le représentant du pouvoir adjudicateur des manquements ci-dessous, le titulaire se verra infliger une pénalité de 50 € par infraction constatée :

- Absence d'évacuation de déchets,
- Absence de protection de travail (EPI) par agent de nettoyage en infraction,
- Absence d'un matériel nécessaire à la bonne exécution des prestations.

### 8-2-Pénalités relatives à la clause sociale – lot 8 – Toulouse

En cas de manquement au plan de progrès, les pénalités suivantes sont appliquées :

Manquement constaté	Pénalité applicable
Absence ou refus de transmission des renseignements	100€ par documents/renseignements
Non-respect de la signature du plan de progrès annuellement par l'entreprise	800€ par année non signée
Non-respect des actions définies dans le plan de progrès	500€ par action non réalisées

Le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire après mise en demeure restée infructueuse.

Les exonérations de pénalités en cas de difficultés d'exécution doivent respecter les conditions prévues à l'article 4.3.4 Suivi de l'action d'insertion et bilan. Dans ce cas, la pénalité ne s'applique pas à la part des heures d'insertion initialement prévues pour lesquelles l'acheteur ou le facilitateur ne sont pas parvenus à trouver un moyen pour le titulaire d'y recourir.

## Article 9 Prix et règlement

### 9-1-Contenu des prix

**Les prix de l'accord-cadre sont traités à prix forfaitaires et unitaires**, suivant le type de prestation. Ils s'appliquent à compter de la date de commencement d'exécution des prestations.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (charges de personnel, de matériel, de consommables, de fournitures et d'approvisionnements divers, assurances, etc.).

### 9-2-Variation des prix

#### 9.2.1.Principes

**Les prix de l'accord-cadre sont fermes la première année d'exécution et révisibles annuellement** par l'application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

**Le calcul de la révision de prix est à la charge du titulaire**, justificatifs du calcul à l'appui (mentionner le numéro de marché dans les échanges) à l'adresse [marches-publics@enac.fr](mailto:marches-publics@enac.fr).

Le titulaire transmet le calcul de la révision de prix ainsi que les annexes financières présentant les prix ainsi révisés dans un délai de 3 mois suivant la date anniversaire d'application de la révision de prix. Dans l'intervalle, les prix précédents continuent à s'appliquer. En cas de transmission de la révision de prix au-delà du délai de 3 mois, les nouveaux tarifs s'appliqueront à compter de la validation des nouveaux prix.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, indiqué en page de garde du règlement de la consultation. Ce mois est appelé « Mois zéro » (M0).

#### **Clause butoir**

Si la révision de prix annuelle conduit à une augmentation des prix de plus de 5 % par rapport aux prix initiaux, le pouvoir adjudicateur et le titulaire pourront fixer d'un commun accord le pourcentage à appliquer.

#### **Clause de sauvegarde**

En cas de désaccord, l'ENAC se réserve le droit de résilier sans indemnités la partie non exécutée du marché à la date de changement de tarif.

Cette résiliation sera effective dans les 4 mois à compter de la date à laquelle le nouveau tarif devrait être appliqué. La décision ainsi que la date effective de résiliation seront signifiées dès le calcul du nouveau tarif au titulaire du marché. L'ancien tarif continuera à s'appliquer jusqu'à cette résiliation.

### 9.2.2. Formule de révision

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P = P(0) \times I_n / I_0$$

dans laquelle :

P = prix révisé en euro HT

P0 = prix initial du mois de dépôt des offres en euro HT

I<sub>n</sub> = dernière valeur connue de l'indice à la date de révision

I<sub>0</sub> = dernier indice définitif publié à la date limite de réception des offres

L'indice de référence correspond à **CPF 81.21 – Nettoyage courant, marché public – Base 2021 (identifiant INSEE n° 010766785)**, publié sur le site [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur. Le prix ainsi révisé sera arrêté à deux décimales.

Le calcul du coefficient de révision sera effectué tous les 12 mois, sur la base du dernier indice connu à la date anniversaire de notification du marché. Le premier calcul du coefficient de révision intervient à la première date anniversaire de la notification du marché.

## 9-3-Modalités de règlement

### 9.3.1. Régime des paiements

Les prestations font l'objet de paiements d'acomptes, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait dans les conditions prévues par les articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du Code de la commande publique. Le caractère définitif des paiements interviendra au moment du solde de l'accord-cadre.

### 9.3.2. TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

### 9.3.3. Présentation des demandes de paiement

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement. La demande de paiement doit être déposée sur Chorus Pro.

**Le titulaire établit une facturation séparée pour les prestations forfaitaires et pour les prestations qui auront fait l'objet d'un bon de commande.**

Facturation électronique : par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Il sera fait application du décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique.

Outre les mentions prévues à l'article 1 du décret précité, les informations suivantes sont à faire figurer dans la demande de paiement :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'ENAC en tant que destinataire de la facture : 193 112 562 00015

- Le lieu d'exécution des prestations
- Le numéro d'engagement juridique pour les prestations forfaitaires qui sera communiqué par l'ENAC à la notification du marché
- Le numéro du bon de commande émis par l'ENAC pour les prestations ponctuelles ayant fait l'objet d'un bon de commande

Les demandes de paiement seront à libeller à l'adresse suivante :

Ecole Nationale de l'Aviation Civile  
Département Finances  
7, Avenue Edouard BELIN  
BP 54005  
31055 Toulouse Cedex 4

#### **9.3.4.Périodicité des paiements**

Les paiements interviennent au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent.

Le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur une demande de paiement mensuelle pour les prestations forfaitaires et une seconde demande de paiement pour les prestations ayant fait l'objet d'un bon de commande établissant les prestations réalisées, le montant arrêté à la fin du mois précédent des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution de l'accord-cadre depuis le début de celui-ci.

#### **9.3.5.Répartition des paiements**

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au mandataire et ses cotraitants en cas de groupement ;
- au titulaire et à ses sous-traitants.

#### **9.3.6.Délais de paiement**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique.

#### **9.3.7.Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément aux articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

### **9-4-Avance**

#### **9.4.1.Avance sur la partie forfaitaire de l'accord-cadre**

Sauf renoncement du titulaire, une avance est prévue dans les cas et selon les modalités figurant à l'article R. 2191-3 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant forfaitaire TTC annuel.

Ce taux est porté à 10% si le titulaire est une PME conformément aux dispositions de l'art. R. 2191-7 1° du code de la commande publique.

#### **9.4.2. Avance portant sur les bons de commande**

Chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dont le délai d'exécution est supérieur à deux mois peut faire l'objet d'une avance.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant du bon de commande si sa durée d'exécution est inférieure ou égale à 12 mois.

Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze fois le montant TTC du bon de commande divisé par sa durée exprimée en mois :

$$\text{Montant de l'avance} = 5\% \times \frac{12 \times \text{montant TTC du bon de commande}}{\text{durée d'exécution du bon de commande}}$$

Ce taux est porté à 10% si le titulaire est une PME conformément aux dispositions de l'art. R. 2191-7 1° du code de la commande publique.

#### **9.4.3. Remboursement de l'avance**

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65% du montant initial utilisé comme base de calcul de l'avance. Il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant initial, toutes taxes comprises, utilisé comme base de calcul.

## **Article 10 Traitement des données à caractère personnel**

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné " le règlement européen sur la protection des données ".

Les dispositions suivantes ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant, au sens du règlement européen sur la protection des données, désigné le titulaire, s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement, désigné l'acheteur, les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

### **10-1- Description du traitement de données à caractère personnel**

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

### **10-2- Obligations du titulaire**

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,

- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public,
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

#### **10.2.1. Sous-traitance ultérieure**

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné " le sous-traitant ultérieur ", pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieure.

L'acheteur dispose d'un délai minimum de 10 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

#### **10.2.2. Droit d'information des personnes concernées**

Le titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec l'acheteur avant la collecte de données.

#### **10.2.3. Exercice des droits des personnes**

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à [service.achat@enac.fr](mailto:service.achat@enac.fr).

#### **10.2.4. Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : mail adressé à : [dpo@enac.fr](mailto:dpo@enac.fr).



Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

#### **10.2.5. Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations**

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### **10.2.6. Mesures de sécurité des données à caractère personnel**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;



- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### **10.2.7. Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

#### **10.2.8. Délégué à la protection des données**

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

#### **10.2.9. Registre des catégories d'activités de traitement**

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant ;
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### **10.2.10. Documentation**

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

#### **10.2.11. Protection des données dans le cadre de la clause sociale**

Le titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants du titulaire, les représentants de l'acheteur, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1<sup>er</sup>) jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le marché.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué général de Nova Emploi par courriel à : [f.khireddine@nova-emploi.fr](mailto:f.khireddine@nova-emploi.fr) ou par courrier à 32 rue de la Caravelle 31500 TOULOUSE.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

### **10-3- Obligations de l'acheteur**

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

### **Article 11 Résiliation**

Le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article R. 2143-6 et suivants du Code de la commande publique et selon les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

### **Article 12 Litiges et différends**

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG FCS. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

### **Article 13 Dérogations aux documents généraux**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG-FCS par l'article 6.2 du CCAP

Dérogation à l'article 33.1 du CCAG-FCS par l'article 7.2 du CCAP

Dérogation à l'article 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS par l'article 8.1 du CCAP

Dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS par l'article 8.1.3 du CCAP

Dérogation à l'article 45.1 du CCAG-FCS par l'article 8.1.1 du CCAP